

Atelier Lutter contre la vie chère ultramarine 21 mars 2018 - locaux de la communauté de communes de Marie Galante

DEROULEMENT DE L'ATELIER

Nombre de participants : 70 inscrits et 65 présents

Problématique : rechercher les raisons qui poussent les habitants de l'archipel guadeloupéen à plébisciter de nouveau une discussion autour du thème de la vie chère. Identifier les leviers d'actions permettant d'aboutir à une baisse des prix

La conception de cet atelier poursuit un double objectif :

Un objectif pédagogique : il s'agit d'informer les participants des modalités de construction des prix, dispositifs législatifs existant et des différents enjeux en présence

Un objectif interactif : en facilitant les échanges et la formulation de propositions d'action

5 tables rondes ont été définies :

- **Axe 1: Prix et fiscalité locale y compris dans le cadre de la double insularité (îles du sud)**
- **Axe 2: Prix des carburants**
- **Axe 3: Information du consommateur**
- **Axe 4 : Amélioration des mesures de lutte contre la vie chère**
- **Axe 5 : L'autosuffisance alimentaire peut-elle constituer un objectif**

1/ DIAGNOSTIC GÉNÉRAL

Les participants estiment que les dispositifs légaux mis en place pour lutter contre la vie chère ultramarine sont insuffisants.

Sont cités en exemple outre les écarts de prix pratiqués entre l'hexagone et la Guadeloupe sur les télécommunications, les coûts de l'énergie, du logement, des transports de marchandises et de personnes. Malgré l'évolution à la baisse démontrée sur les prix des carburants par rapport à la Métropole, ceux-ci sont jugés encore trop élevés.

L'étroitesse du marché local limite la concurrence qui est inexistante dans certains domaines. En parallèle les contrôles effectués par les services de l'Etat sont jugés insuffisants.

Les participants estiment que la fiscalité locale qui impacte lourdement les prix ne parvient pas à soutenir la production locale dont les prix demeurent élevés. En dépit de ce constat les participants pensent majoritairement qu'il faut rechercher une certaine autosuffisance alimentaire.

La situation de double insularité des îles du sud impacte également les prix à la hausse et engendre une fuite des capitaux facilitée par les tarifs préférentiels pratiqués au bénéfice des habitants de ces îles dans le cadre de la politique régionale de continuité territoriale.

Les participants notent par ailleurs que la plupart des dispositifs mis en place demeurent méconnus du grand public (BQP, OPMR..) et souhaitent réactiver certaines voies de communication qui ont aujourd'hui disparu. Les participants soulignent la nécessité d'informer le grand public de l'évolution des marges

Le désintérêt croissant des élus pour les travaux de l'OPMR est également signalée.

Une réflexion s'engage sur les moyens d'optimiser la circulation des informations relatives aux prix qui s'avère aujourd'hui défailante. Cette situation s'explique par une faible visibilité et un manque de moyens des associations de défense des consommateurs.

2/ PROPOSITIONS D' ACTIONS

THEMATIQUES	OBJECTIFS	ACTIONS
Prix du carburant	- Instaurer une plus grande concurrence sur le marché local du carburant	- Développement des achats directs de carburant en Europe ou dans la zone Caraïbes
Prix et fiscalité	- Réviser la fiscalité locale pour limiter son impact sur les prix	- Diminution de la fiscalité sur les prix des carburants et réduction des marges de gros - Eviction de l'octroi de mer de l'assiette du prix finale de la TVA - Suppression de la double taxation des produits achetés à distance (TVA/ octroi de mer). - Création d'une zone franche dans les îles du Sud

<p>Information du consommateur</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher une plus grande transparence dans le mécanisme de formation des prix - Repenser les modes de communication sur les prix 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'une communication de proximité sur le sujet (réunion de quartier, colloques...) - Mise en place d'une section au sein de l'OPMR dédiée à la gestion et au contrôle des informations diffusées - Inciter les médias à s'emparer du sujet
<p>Amélioration du dispositif de lutte contre la vie chère</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les échanges entre la Guadeloupe et les pays de la zone Caraïbe - Pallier les difficultés liées à la double insularité 	<ul style="list-style-type: none"> - Accord bilatéraux avec la Caricom - Régulation des tarifs du transport maritime entre Marie Galante et la Guadeloupe pour éviter les fuites de capitaux et augmenter le nombre de visiteurs à Marie galante -
<p>Autosuffisance alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger la production locale contre la concurrence déloyale - Promouvoir les aliments locaux et leur apport nutritif - Favoriser la création de petits jardins partagés dans les zones urbaine - Faciliter le choix de la filière agricole et l'accès des jeunes agriculteurs au foncier - Développer l'agro transformation 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un label - Autorisation de la pêche hauturière - Mise en place de subventions destinées à soutenir les initiatives autour de l'utilisation de produits locaux - Attribution des terrains incultes aux jeunes agriculteurs

3/ PROJETS À PORTER

- Lancement d'une concertation citoyenne en prévision de la fin du régime de l'octroi de mer en 2020
- Création d'une centrale d'achat associative ou coopérative
- Création d'un label au bénéfice de la production locale